PROTOCOLE DE PREFIGURATION
DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN
CO-FINANCE PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

Vu le Règlement Comptable et Financier de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

SIGNATAIRES

- État (préfète du département)
- ANRU, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru »
- Ville d'Abbeville, désigné ci-après « porteur de projet »
- Communauté de communes de l'Abbevillois
- Caisse des Dépôts
- Office public de l'habitat abbevillois

PREAMBULE

Le Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain (NPNRU), a ciblé les 200 quartiers Politique de la Ville en France présentant des difficultés sociales et d'importants dysfonctionnements urbains, pour y déployer des opérations d'envergure.

Des échanges préparatoires entre la Préfète de Région, le Maire d'Abbeville et le Conseil Régional de Picardie ont permis d'identifier le quartier Soleil-Levant comme **quartier d'intérêt régional à soutenir dans le cadre de ce NPNRU**.

La signature avec l'ANRU de ce protocole à l'échelle de la communauté de communes, portant sur le quartier d'intérêt régional Soleil-Levant, est privilégiée pour garantir une vision d'ensemble pour le territoire.
Ce nouveau programme est intégré au nouveau Contrat de Ville d'Abbeville sous forme du présent protocole de préfiguration.

Le NPNRU intègre les objectifs de développement durable:

L'optimisation de la consommation d'énergie, la qualité et la diversité des espaces verts, la mobilité durable, l'objectif d'aboutir à une ville durable, dans les 10 ans à venir, permettent ainsi de fédérer l'ensemble des acteurs des quartiers afin de concrétiser la ville de demain. Cet objectif sera rappelé et spécifiquement traité à toutes les étapes d'élaboration tant des diagnostics que des divers projets du programme de renouvellement urbain.

Le NPRU et la politique de la ville : une démarche d'ensemble construite en faveur des habitants et co-construite par les habitants.

Le premier acteur du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain est l'habitant du quartier et plus largement l'habitant de la ville et de la communauté de communes. Il pourra concrètement agir sur le réel en participant à la **maison du projet** qui sera mise en place dans le quartier. Celle-ci permettra à tous les habitants de construire, avec les professionnels et les élus, une ville proche de leurs attentes et constituera le lieu d'accueil et de débat des conseil citoyens.

Cette participation des citoyens du quartier à la politique de la ville signe une avancée notable dans le domaine de la **démocratie participative** et permettra une meilleure prise en compte des besoins de la population.

Les enjeux liés à l'emploi, à la cohésion sociale et à l'environnement urbain sont partie intégrante du NPNRU dans une dynamique de **décloisonnement** des quartiers en difficulté.

C'est ainsi que le programme se place dans une approche transversale qui traite de front l'aspect urbain et les problématiques du développement économique et de la cohésion sociale. Ces problématiques sont traitées collégialement dans le nouveau contrat de ville 2015-2020.

Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier examiné par la délégation territoriale de l'ANRU du département de la Somme.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le contrat de ville identifie les quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Agence (cf. annexes 1 et 2). Il développe la stratégie d'intervention relative au devenir de ces quartiers qui oriente la définition des programmes urbains.

Le protocole de préfiguration liste les quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'Anru, sur le territoire de l'EPCI (ou de la commune, en l'absence d'EPCI) :

- *les quartiers d'intérêt national (quartiers inscrits dans l'arrêté visé au II de l'article 9-1 de la loi n°2003-710 du 1er août 2003) ;*
- *le cas échéant, les quartiers d'intérêt régional (quartiers prioritaires de la politique de ville non-inscrits dans l'arrêté visé au II de l'article 9-1 de la loi n°2003-710 du 1er août 2003).*

Le quartier du Soleil Levant n'a pas été l'objet d'un précédent programme de renouvellement urbain, il est retenu comme quartier prioritaire d'intérêt régional.

Les actions qui seront proposées au co-financement de l'ANRU s'inscrivent en cohérence avec les objectifs du contrat de ville en relation avec le diagnostic spécifique à ce quartier particulier rapporté au contexte général de la commune et de l'intercommunalité.

Les axes d'action retenus par le contrat de ville sont :

- Réussite éducative
- Développement économique et emploi
- Santé et prévention
- Habitat et cadre de vie

Ces axes génériques sont les fils conducteurs de toutes les déclinaisons opérationnelles qui seront proposées au partenariat de l'ANRU par les signataires du présent protocole dans les différents domaines éligibles.

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

Présentation des orientations stratégiques poursuivies au titre du volet urbain du contrat de ville et de leur articulation avec les politiques d'agglomération (cf. annexe 3). Cette présentation s'appuie sur une vision de la vocation et du rôle du ou des quartier(s) à moyen terme (15 ans), notamment sous la forme de représentations cartographiques traduisant spatialement les intentions stratégiques pour le(s) quartier(s) dans leur environnement.

Ce nouveau programme ne visera pas que la transformation, primordiale, du cadre de vie : la nouvelle politique de la ville favorise en effet une approche transversale des enjeux liés à l'emploi, à la cohésion sociale et à l'environnement urbain.

La question du cadre de vie et du renouvellement urbain est inséparable de celles du développement économique et de la cohésion sociale, qui sont traitées ensemble et collégialement dans les nouveaux contrats de ville.

Les habitants seront bien entendus les premiers acteurs du changement. Ils seront les acteurs du renouvellement urbain dans leur quartier et ils permettront de construire avec les professionnels et les élus une ville au plus près de leurs attentes.

La stratégie portée par la collectivité est de concentrer les interventions lourdes au cœur du quartier là où les difficultés sont les plus importantes. Les conditions de mutation profonde et d'attractivité de ce secteur passent notamment par la reconfiguration des axes de circulation et des espaces publics. Les actions seront menées selon une stratégie économe et durable, impliquant la participation de l'ensemble des acteurs.

- « Améliorer la qualité résidentielle »

Une dynamique de réhabilitation de l'habitat est engagée par l'ODA. En parallèle un aménagement des espaces publics sera proposé afin de garantir un traitement cohérent des espaces publics et privés et renforcer les connexions inter-quartiers.
La réflexion de démolir quelques immeubles pourra être abordée sur le quartier afin de pouvoir ouvrir physiquement ainsi que pour permettre une réorganisation, ou une ouverture de certain îlot.
Le travail sur le bâti intégrera une dimension sensible et esthétique afin de permettre le repérage et l'identification, en vue d'une meilleure appropriation par les habitants.

- « Promouvoir une qualité urbaine sur le quartier »

Le quartier offre aujourd'hui un paysage de barres d'immeuble posées au sein de vastes espaces dédiés à la voiture ou des espaces verts indéfinis et sans usage.
Ces nombreux espaces verts, sont un réel atout pour le cadre de vie. Il est important de les préserver et de travailler subtilement sur leur redéfinition ainsi que sur la lisibilité des limites espaces publics/espace privés.
Il s'agira de restructurer le quartier autour d'un nouveau schéma viaire, améliorant les connexions du quartier et la circulation intérieure de chaque îlot et qui s'articulera autour de l'axe principal de la RD925.
La réflexion pourra aborder la création de nouveaux axes afin de désenclaver certains îlots, ainsi qu'une partie des espaces verts complètement occlus derrière les barres d'immeubles.
Les circulations piétonnes, seront redéfinies ou améliorées, particulièrement pour ce qui concerne les accès aux équipements publics (éducatifs, sportifs, culturels), inter-quartiers mais aussi au-delà en direction de la ville.

- « Développer l'attractivité du quartier »

Le quartier dispose d'équipements et de services (Maison de quartier, écoles, commerces...) qui drainent des populations extérieures au quartier et qui peuvent constituer la base d'une certaine attractivité.
Le NPNRU et une action spécifique de valorisation de ces services, pourront en faire des atouts pour le mieux-vivre de ses habitants et le développement économique.
Ainsi, l'attractivité de la ferme Petit devra être confortée et élargie, et la réflexion sur un marché de plein vent ou une halle ouverte, en lien avec le commerce sédentaire pourrait permettre un cœur de quartier renouvelé et approprié par tous les habitants.
La création de jardins partagés (demande des habitants) sera étudiée en ce qu'elle constitue une opportunité d'encourager le brassage des populations (jardins multi-sites ouverts au plus grand nombre) ainsi que d'améliorer la biodiversité et l'intérêt des espaces verts du quartier.

2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

Présentation des premiers objectifs poursuivis au titre du volet urbain du contrat de ville, déclinés par quartier, ayant vocation à être contractualisés à terme avec l'Anru dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain. Ils prennent en compte les objectifs incontournables, tels que définis au titre I du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Le programme de travail inscrit au protocole de préfiguration doit permettre au porteur de projet d'affiner ces objectifs. La présentation de ces derniers pourra comprendre :

- *la description littérale de chacun des objectifs ;*
- *la description des spécificités locales permettant de bien contextualiser chacun des objectifs poursuivis ;*
- *le (ou les) indicateurs de mesure pressentis pour suivre chacun des objectifs ;*
- *une première mesure initiale éventuelle de chaque indicateur ;*
- *une première indication de la cible qui pourrait être fixée pour chaque indicateur et de l'horizon temporel pertinent pour atteindre cette cible.*

Une étude urbaine de renouvellement urbain du quartier Soleil-Levant sera lancée par la ville afin de définir la stratégie urbaine à poursuivre et le projet de renouvellement urbain permettant la transformation du quartier. Les conclusions sont attendues pour le 3ème trimestre 2016 et doivent permettre d'apporter une réponse cohérente à l'ensemble des problématiques soulevées dans le projet.

Les premiers objectifs opérationnels proposés pour le NPNRU sur le quartier du Soleil-Levant s'articulent autour des 3 thématiques du projet urbain :

- **Améliorer la qualité résidentielle du quartier**, outre la nécessaire réhabilitation thermique et résidentialisation, sera l'objet d'un travail sur :
  - Accessibilité, maintien à domicile des personnes vulnérables (PMR, personnes âgées)
  - Adaptation à l'évolution de la structure familiale (décohabitation, vieillissement etc...).
  - Recherche d'identification et de « dé-banalisation » : créer des repères, fragmenter visuellement le bâti.
  - Définir et mettre en œuvre les moyens de favoriser la mixité sociale à travers des opérations sur le bâti.

- **Promouvoir une qualité urbaine sur le quartier par** :
  - la priorité qui ressort de cette première analyse concerne le traitement de la RD 925 : résorber la coupure qu'elle représente, sécuriser et privilégier les passages des piétons et déplacements doux, donner à cet axe un caractère urbain favorable à l'unification des secteurs du QPV. Ce travail sera fait sur le plan fonctionnel comme en terme d'image.
  - Dans la continuité de cette approche, le gabarit des voies et la hiérarchisation des modes de déplacements guideront le réaménagement du quartier en privilégiant les modes doux, l'accessibilité et la sécurité, ainsi qu'en créant des repères et en accompagnant la résidentialisation des immeubles.
  - Confort des habitants par suppression des arbres trop près des bâtiments.
  - Création de plantations diversifiées et locales favorisant la bio diversité (insectes, oiseaux etc).
  - Faire des espaces verts des éléments de la composition urbaine qui participent à l'identité et à la cohérence des sous quartiers en relation avec le bâti et la voirie.
  - Valoriser la fonctionnalité de ces espaces : jardins partagés, recentrage des utilisations ludiques.
  - Maîtrise de l'éclairage public dans un équilibre entre confort / sécurité et respect de la biodiversité (suppression de la pollution lumineuse et de l'éclairage inutile) > éclairer « juste ».
- **Développer l'attractivité du quartier par** :
  - Restructuration de la ferme Petit, élément fédérateur du quartier doit se voir confortée dans sa vocation. Sa restructuration, voir son extension sont à mettre en œuvre, en prenant soin de ne pas perdre ce qui en fait le succès actuel. Les actions sur cet équipement doivent par ailleurs viser à élargir son rayonnement au-delà du quartier et favoriser le brassage des populations. Les études permettront d'en préciser le programme. La faisabilité d'y intégrer point d'accès aux services publics y sera abordée.
  - L'amélioration de l'accès aux soins : outre les actions d'information ou éducatives, il conviendra d'explorer la faisabilité d'implanter dans le quartier une maison de santé.
  - La création de jardins partagés (demande des habitants) sera considérée comme une opportunité d'encourager le brassage des populations (jardins multi-sites ouverts au plus grand nombre) ainsi que d'améliorer la biodiversité et l'intérêt des espaces verts du quartier.
  - Le soutien, voir le développement de l'activité commerciale de proximité.

Article 3. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Description détaillée du programme de travail et de son calendrier de mise en œuvre : études, missions et actions à mener pour préciser le programme urbain et les mesures de relogement des ménages et d'accompagnement du changement (projet de gestion, mise en place des clauses sociales…) ayant vocation à être contractualisées dans la ou les convention(s) pluriannuelles de renouvellement urbain, et d'en déterminer les conditions de réalisation.

Le programme de travail est établi en tenant compte du contexte, des actions et des études réalisées antérieurement, qui auront été présentées à l'Anru et ses partenaires. Ce programme de travail comprend des études et expertises visées au titre II du règlement général de l'Agence relatif au NPNRU et toute autre action nécessaire à la définition du projet de renouvellement urbain.

Par ailleurs, ce programme de travail doit permettre de définir les contreparties (en termes de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux) qui seront proposées à Action Logement dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Ce programme de travail peut permettre, si besoin, d'évaluer les démarches opérationnelles en cours et d'identifier des évolutions de leurs objectifs, modalités ou moyens qui permettraient de renforcer leur cohérence avec les orientations stratégiques du contrat de ville. Il n'est pas limité aux seules actions co-financées par l'Agence, mais comprend l'ensemble des démarches à mettre en place afin de conclure une convention pluriannuelle de renouvellement urbain (mise en place de groupes de travail sur la gouvernance, les politiques d'attribution…). Le cas échéant, le porteur de projet présente également les programmes d'équipements publics structurants, qui n'ont pas vocation à être financés par l'Agence mais dont la réalisation est prévue dans le quartier et impactera positivement le quartier.

À la demande de l'Anru et des autres financeurs, les maîtres d'ouvrage s'engagent à communiquer les documents produits aux différentes phases de leur élaboration.

Les différentes étapes à franchir pour aboutir à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain seront listées dans un calendrier (cf. annexe 8), présentant les principaux points de rendez-vous et échéances (enchaînement des études, points de décision, consultation des co-financeurs,…).

---

1) Le programme de travail proposé par la collectivité d'Abbeville s'appuie sur la mise en place d'une ***Mission d'étude urbaine de renouvellement urbain*** sur le quartier Soleil-Levant.

Maître d'Ouvrage : Ville d'Abbeville

Calendrier : 1er semestre 2016

Objet : L'objectif de cette démarche est que la conception des projets soit aussi proche que possible des souhaits de la commune, en termes de qualité de cadre de vie, de fonctionnalité, d'articulation urbaine et d'économie, en lien avec les interventions du bailleur sur ce quartier. Un travail de prospective avec les partenaires devra être mené sur l'évolution des besoins. La deuxième étape devra permettre à la commune, suivant la décision issue de la tranche ferme, de préciser la programmation urbaine.

La définition de l'étude urbaine s'articulera en 3 phases :

- Le diagnostic du fonctionnement du quartier : définir des enjeux et proposition relevant d'une opération ANRU : l'habitat, le fonctionnement urbain, le paysage, la question des équipements et des espaces publics, le rapport à la RD925 (route de Doullens), du commerce (étude sur le secteur Soleil-Levant)...

- La proposition urbaine : présenter des hypothèses correspondant aux besoins exprimés. La commune arrêtera, entre les phases de diagnostic et de proposition urbaine, des choix pour son projet urbain. Cette démarche aboutira à la création de plusieurs scénarios, dont les premières hypothèses envisagées par la commune dans le dossier de protocole de préfiguration.

- La mise au point du projet : détailler la programmation et l'estimation financière.

2) Le programme de travail proposé par la collectivité d'Abbeville s'appuie sur la mise en place d'une ***étude sur le développement économique et commercial*** sur le quartier Soleil-Levant.

Maître d'Ouvrage : Ville d'Abbeville

Calendrier : 1er semestre 2016

Objet : La périphérie Est de la Ville est particulièrement dotée d'enseignes de Grandes et Moyennes Surfaces. Dans le quartier Soleil-Levant, on dénombre une vingtaine d'activités, principalement dans le commerce (sédentaire et non sédentaire), ainsi que dans le BTP/artisanat et dans les services à la personne. Cependant, seuls 2 commerces de proximité sont situées sur le secteur.

Ces aspects amènent la collectivité à s'interroger sur l'évolution à moyen terme de l'activité économique sur le secteur du Soleil-levant. Dans cette perspective, quelles sont les opportunités de développement, de création d'activités ?
Une étude permettra d'évaluer les éventuels manques en commerces ou services sur ce quartier et pour avoir un diagnostic précis de l'immobilier accueillant ou susceptibles d'accueillir des activités économiques.

Un état des lieux de l'activité des commerces et services et de leurs perspectives d'évolution devra être réalisé, intégrant notamment les problématiques suivantes:

- État des lieux de l'activité locale et analyse au regard du contexte actuel : organisation générale, spécificité, atouts, ...

- Les décalages éventuels avec les attentes des consommateurs, les phénomènes de concurrence avec les autres secteurs commerciaux,

- Les perspectives de développement des commerces et services,

- Les atouts/handicaps, dysfonctionnements liés à l'organisation urbaine de l'offre, des déplacements et de l'accessibilité, … (en lien avec l'étude urbaine)

- Les potentialités d'implantations, les secteurs stratégiques sur le plan urbain.

Article 4. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

Rappel des modalités d'association des habitants au projet de renouvellement urbain dans le cadre général du contrat de ville, notamment des représentants des conseils citoyens aux instances de pilotage du ou des projet(s) de renouvellement urbain.

Déclinaison des modalités de concertation envisagées spécifiquement dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre du ou des projet(s) de renouvellement urbain(s).

Modalités de mise en place par le porteur de projet d'une maison du projet permettant la co-construction du projet avec les habitants, les associations, en particulier les associations de locataires, et les acteurs économiques du quartier.

- La création « d'une maison du projet », début 2016 facilitera les rencontres d'information, de concertation et de co-production du projet. Elle sera ouverte à tous les habitants qui souhaitent s'informer sur les projets urbains, sur les micro projets dans le cadre de la GUP etc. Elle sera accompagnée par la création d'un site internet pour l'information, la communication et les échanges avec les habitants.

- Seront également associés aux réunions, dans le cadre de la co-construction du projet, le conseil citoyen, l'association de locataires, les acteurs économiques du quartier, les professionnels de terrain et le bailleur.

- L'ODA propose de s'inspirer de l'opération réussie sur le quartier Espérance, à savoir, un travail en collaboration avec les écoles, pour impliquer les enfants dans le changement d'image de leur quartier. Au travers d'une thématique remarquable, choisie par les habitants, il s'agit, notamment, d'impliquer les enfants par un travail pédagogique, qui doit pouvoir être physiquement traduit sur le projet, dans une démarche de co-production du projet urbain. Ce travail collaboratif de l'ensemble des parties prenantes vise à créer une dynamique positive dans la perception du quartier.

- Les actions peuvent être promues à l'échelle de la Ville, l'EPCI, voire au-delà, permettant de mettre en valeur l'engagement collectif, dans le but de provoquer la curiosité de l'autre et favoriser les échanges à une échelle bien plus grande que celle du quartier.

Article 5. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

Point d'avancement, modalités opérationnelles et conditions de finalisation de la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 dans le cadre de la conférence intercommunale du logement, notamment en matière d'élaboration de la stratégie de relogement.

La conférence intercommunale du logement sera mise en place par la Communauté de communes de l'Abbevillois en décembre 2015.

Article 6. Gouvernance et conduite de projet

6.1. Gouvernance

Présentation des instances de pilotage du contrat de ville et le cas échéant, des instances dédiées spécifiquement au volet renouvellement urbain et/ou déclinées par quartier.

Présentation des modalités d'association des partenaires au suivi de la réalisation du programme de travail.

- **Pilotage stratégique**

Il est placé sous la co-animation du Maire de la commune d'Abbeville, président de la communauté de communes de l'Abbevillois et du sous-préfet d'arrondissement, associant les adjoints et vice-présidents de la communauté de communes en charge de la politique de la ville, de l'emploi et du développement économique, le Conseil Régional de Picardie, le Conseil Départemental de la Somme, la Caisse des Dépôts et Consignations, Pôle Emploi, l'ODA et les représentants des Conseils Citoyens.

Le comité de pilotage assure la mise en œuvre globale, arbitre les questions survenues lors de la mise en œuvre du projet, valide les hypothèses de modifications proposées par les partenaires en amont du projet définitif, prend toute initiative nécessaire à la progression du projet, à la programmation de chaque maître d'ouvrage. Il se réunit une fois ou deux fois par an.

- **Pilotage technique opérationnel**

Le comité technique est co-piloté par l'État (DDTM) et le Directeur Général des Services de la ville d'Abbeville travaillant en coordination avec le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes de l'Abbevillois. Y sont associés les représentants des principaux financeurs du contrat, le bailleur, les services de la ville d'Abbeville.

Le comité technique travaillera de concert avec les commissions thématiques de suivi du contrat de ville qui correspondent aux 4 piliers à savoir :

- la cohésion sociale : qui traite des champs de développement social, de l'éducation, de la santé, du sport, de la culture, avec pour objectifs prioritaires le soutien aux familles monoparentales et la solidarité entre générations

- Le cadre de vie et le renouvellement urbain : dans l'objectif d'une amélioration tangible de la vie quotidienne des habitants, en particulier de ceux qui résident dans le logement social. Les contrats de ville programmeront les créations d'équipements, la mobilité dans le parc résidentiel et l'installation de nouvelles activités dans le quartier. Ils détailleront les initiatives prises pour l'amélioration des relations entre la police et la population. Dans les territoires éligibles au NPNRU, que ce soit au titre des projets d'intérêt national ou au titre des projets d'intérêt local, les contrats détermineront les objectifs de transformation du quartier et de mixité sociale.

- l'emploi et le développement économique : qui assurent la promotion de l'offre de travail par le soutien aux acteurs économiques, de l'attractivité du territoire avec pour objectif la réduction de moitié, sur la durée du contrat, des écarts de taux d'emploi entre les territoires prioritaires et l'agglomération de référence

- la citoyenneté et l'égalité : qui seront intégrées dans chacune des 4 thématiques du contrat et seront notamment au cœur des travaux des conseils citoyens.

Ce comité technique prépare les décisions du comité de pilotage stratégique et en assure le suivi. Il se réunit à minima 3 fois par an et à tout moment sur la demande motivée d'un de ses membres avec un préavis d'au moins 10 jours.

Le pilotage du PRU s'inscrit dans le prolongement du contrat de ville.

6.2. Conduite de projet

Présentation de :

- *la (ou des) équipe(s) dédiée(s) à la conduite du ou des projet(s) de renouvellement urbain (interne(s) à la collectivité ou structure(s) dédiée(s) le cas échéant) ;*
- *l'organigramme de l'équipe projet et son rattachement hiérarchique au sein de l'EPCI (et/ou des communes), le cas échéant décliné par quartier ;*
- *les modes de collaboration entre le service dédié de l'EPCI et les services concernés des communes ;*
- *les modes de collaboration des équipes projet renouvellement urbain avec les autres services des collectivités locales.*

À la signature de la convention de renouvellement urbain, il est envisagé l'embauche d'un chargé de mission pour la coordination opérationnelle du PRU.

Pendant la phase de protocole, le suivi des études et le secrétariat seront assurés par les « Services techniques » et « Sports Développement de la vie associative/Contrat de ville ».

6.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Modalités d'association des organismes HLM, des acteurs économiques, des investisseurs potentiels et de tout autre partie prenante, permettant de les impliquer le plus en amont possible à la définition du projet de renouvellement urbain.

L'Office public de l'habitat Abbevillois a été associé à la démarche de définition du projet de renouvellement urbain.

L'équipe projet, mise en place pour la définition du projet de renouvellement urbain, sera sollicité tout au long de la démarche. Elle a permis de réunir les acteurs suivants : Conseil Régional de Picardie, le Conseil Départemental de la Somme, la Caisse des Dépôts et Consignations, Pôle Emploi, l'ODA.

Article 7. Opérations financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 4. Le financement des opérations par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

7.1. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

Présentation des études, expertises et moyens d'accompagnement, cofinancés par l'Anru dans le cadre du présent protocole, conformément à l'article 4 du présent protocole.

Libellé précis de l'opération	Échelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention Anru	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Plan guide aménagement Soleil-Levant	Soleil-Levant	Abbeville	180 000	50 %	90 000		Janvier 2016	6

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

7.2. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, sont mentionnées en annexe 4. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Libellé précis de l'opération	Échelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Étude sur le développement économique et commercial	Soleil-Levant	Abbeville	30 000	50 %	15 000		Janvier 2016	6

Article 8. Durée du protocole de préfiguration

Le présent protocole de préfiguration prend effet à compter de la date de signature de ce dernier. Il s'achève le 01/12/2016. L'ensemble du programme de travail (études, expertises, missions et actions à mener pour préciser le programme urbain et les mesures de relogement des ménages et d'accompagnement du changement), et, à titre exceptionnel, les opérations d'investissement financées dans le protocole, devront donc être achevés à la date d'échéance du protocole.

La date d'achèvement du protocole correspond à la date estimée pour le solde de la dernière opération.

Article 9. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'ANRU

À l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès de l'Agence le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Précisions relatives aux points de rendez-vous intermédiaires nécessaires.

Le calendrier prévisionnel, du cahier des charges de la mission d'étude urbaine et de renouvellement urbain du quartier Soleil-Levant à Abbeville, prévoit la mise en place de 3 comités de pilotage.

Article 10. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

10.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné par la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU. Les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Description des conditions de définition des contreparties qui seront proposées à Action Logement, et premières estimations de ces contreparties le cas échéant, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

10.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

10.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

10.3.1 – Le financement des opérations par l'Anru

Le tableau financier type de l'annexe 7 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du NPNRU.

Les montants des concours financiers de l'Agence résultent de l'application des dispositions du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Au titre du présent protocole de préfiguration, l'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable de 90 000 €, réparti selon la programmation prévisionnelle du tableau financier de l'annexe 7. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

Les subventions de l'Anru sont attribuées sous réserve des dispositions du règlement général et du règlement financier en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

10.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

10.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires

À préciser le cas échéant.

10.4. Contrôle et audits

Sur demande de l'Agence, les maîtres d'ouvrage signataires faciliteront, à tout moment, le contrôle par l'Agence de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration, notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage faciliteront également le contrôle sur place, réalisé dans ce cadre et pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le directeur général de l'Anru peut, en tant que de besoin, faire appel à des agents habilités à effectuer le contrôle de l'administration (Inspection Générale, etc.).

10.5. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- La suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- le réexamen du protocole de préfiguration pouvant appeler la signature d'un avenant ;
- la requalification du financement prévu dans le protocole qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

10.6. Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

10.7. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Anru.

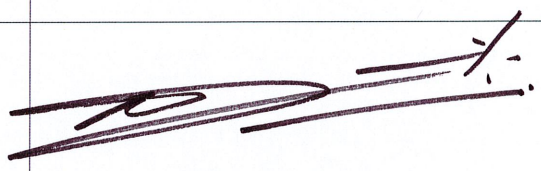
Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

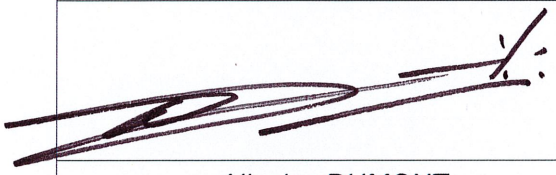
10.8. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

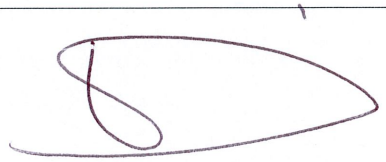
Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Date[1] 16/12/2015

Signatures

Pour l'État la Préfète, déléguée territoriale		Pour la Ville d'Abbeville
		
Nicole KLEIN		Nicolas DUMONT

Pour la Communauté de Communes de l'Abbevillois		Pour l'Office public de l'habitat abbevillois
		
Nicolas DUMONT		Francis HENIQUE

Pour la Caisse des Dépôts et Consignations		
		
Francois HEIBLE		

1 Apposée par le dernier signataire

Annexes

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.
2. Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU.
3. Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement.
4. Tableau financier relatif au protocole de préfiguration (cf. modèle type).
5. Planning de réalisation des actions du programme de travail.

ANNEXE 1

Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.



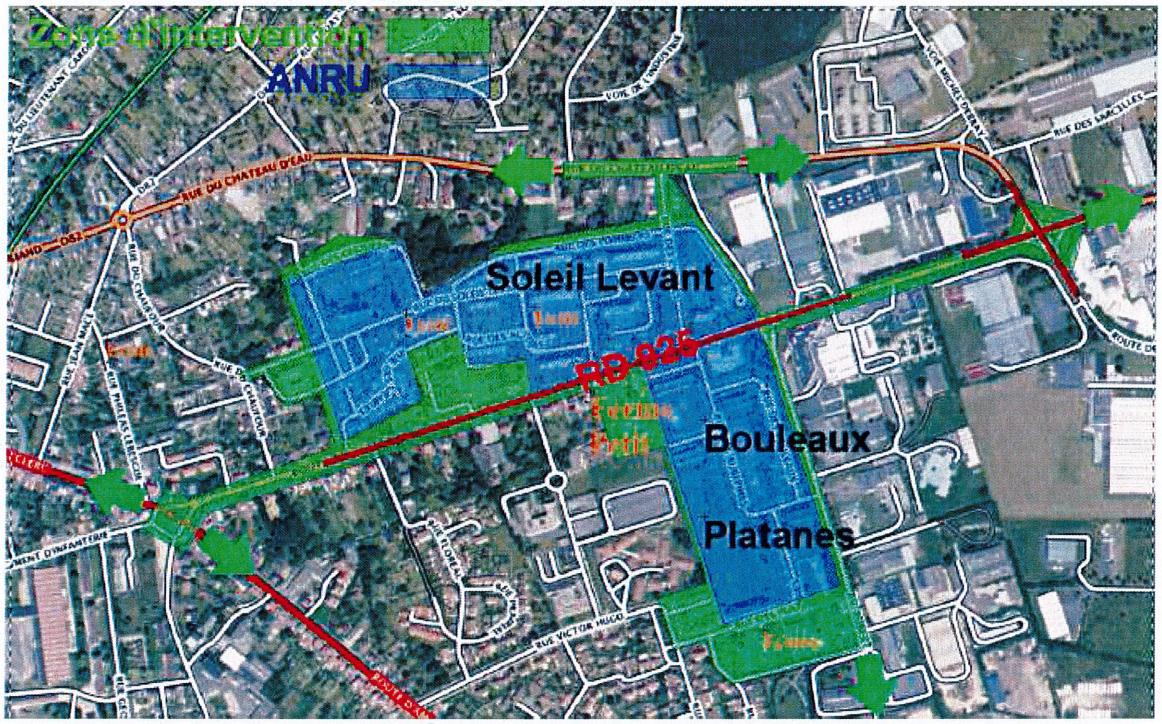
Le quartier « Soleil Levant » présente des indicateurs sociaux, notamment en matière de revenus (6.000 €/an), parmi les plus bas de la région.

Données de cadrage :
2 110 habitants, soit 8,75 % de la population communale
809 logements à loyer modéré
Revenu médian annuel : 6.000 €/an

*Nota : La dénomination « quartier du Soleil Levant » retenue en intitulé recouvre de fait les quartiers vécus **Soleil Levant / Bouleaux / Platanes**, dans la suite du texte et pour une meilleure compréhension de l'approche par les acteurs locaux (en particulier les habitants du / des quartier(s)), c'est cette dernière appellation qui sera employée.*

ANNEXE 2

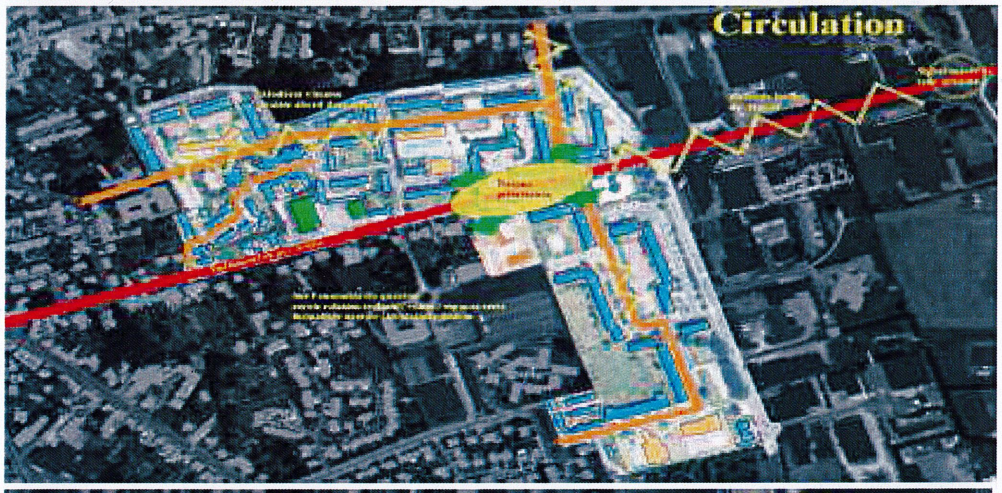
Plan du quartier qui peut faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU.



ANNEXE 3

Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement.







ANNEXE 4

Tableau financier relatif au protocole de préfiguration.

Mission d'étude urbaine de renouvellement urbain du quartier Soleil-Levant articulée :

Intitulé	Estimation financière (HT)	ANRU	Maîtrise d'ouvrage Ville d'Abbeville + fond de concours C.C.A
Plan guide aménagement Soleil-levant	**180.000 €**	50% soit 90.000€	50% 90.000 €

Intitulé	Estimation financière (HT)	CDC	Ville d'Abbeville + fond de concours CCA
Étude sur le développement économique et commercial.	**30.000€**	50,00% soit 15.000 €	50% soit 15.000€

ANNEXE 5

Planning de réalisation des actions du programme de travail.

- **Calendrier prévisionnel**

Lancement de l'étude : janvier 2016

Rendu de l'étude : juillet 2016

mois	N+0		N+2		N+4		N+6
Comité de Pilotage	Réunion préliminaire		Réunion Phase 1 (TF)		Réunion Phase 2 (TF)	Rendu intermédiaire phase 3	Réunion Phase 3 (TC)
Comité technique		*		*		*	

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL NPNRU - Décembre 2015

N° Protocole **100** Localisation

Zone d'intervention — INSEE QPV 6080007 — INSEE Commune 80001

80001/abbeville Soleil levant

Porteur de projet

Ville d'Abbeville / 21800001600012

																						Calendrier		
100	6080007	**12**	**Ingéniérie et conduite de projet**					Maître d'ouvrage	Coût HT	Tx TVA	Coût TTC	Base de financement prévisionnel	Ville		EPCI		CDC		ANRU		Démarrage Année	Démarrage Semestre	Durée en sem
100	6080007	12 0001 001	Plan guide aménagement Soleil levant	Op QIR	6080007	80001		080/Ville d'Abbeville / 21800001600012	180000	20%	216000	180000	90000	50%					90000	50%	2016	1	1
100	6080007	12 0001 002	Etude sur le développement économique et commercial	Op QIR	6080007	80001		080/Ville d'Abbeville / 21800001600012	30000	20%	36000	30000	15000	50%			15000	50%			2016	1	1
100	6080007	12																					
100	6080007	12																					
100	6080007	12																					
100	6080007	12																					
100	6080007	12																					
100	6080007	12																					
			Total ingéniérie et conduite de projet :						210000	20%	252000	210000	105000	1	0	0	15000	0,5	90000	0,5			